

APAJH ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

1 Bis avenue du Parc
04160 CHATEAU ARNOUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023



428, avenue de la Libération
04100 MANOSQUE

Société de Commissaires aux comptes membre de la Compagnie d'Aix-Bastia

APAJH ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

1 Bis avenue du Parc
04160 CHATEAU ARNOUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

A l'assemblée générale de l'association APAJH ALPES DE HAUTE-PROVENCE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **APAJH ALPES DE HAUTE-PROVENCE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants:

1) Les résultats des activités conventionnées ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des autorités de tarification : la première page de l'annexe détaille ces résultats excédentaires pour certaines activités et déficitaires pour d'autres.

Les résultats des activités non conventionnées (gestion patrimoniale et activités non conventionnées) sont arrêtés par le conseil d'administration qui en propose l'affectation.

Par ailleurs nous vous précisons que nos contrôles ne s'étendent pas aux comptes administratifs de vos services présentés aux administrations de tarification et ne concernent pas le bilan et le compte de résultat de chacun d'eux.

2) Concernant la valorisation des contributions volontaires exposée dans la note « changements de méthodes/ année 2023 » de l'annexe comptable.

3) Concernant le traitement des écritures inter-établissements exposé dans la note « changements de méthodes/ année 2023 » de l'annexe comptable.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier, et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Manosque, le 20 mai 2024.



ACN AUDIT,
Alexandre WAGNER
Commissaire aux Comptes associé

ASSOCIATION POUR ADULTES & JEUNES HANDICAPES 04

Siège social : 1 B, avenue du parc – 04160 Château-Arnoux

SIRET 31427167700028 – APE 8730 B – FINESS 040000283 ☎ 04.92.64.44.11 🌐 www.apajho4.fr

A.P.A.J.H. 04 COMBINAISON
A.P.A.J.H. 04 COMBINAISON

Comptes annuels

Exercice du 01.01.2023 au 31.12.2023

⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘

⌘ *Détail de l'actif*

⌘ *Détail du passif*

⌘ *Détail du compte de résultat*

⌘ *Annexes*



COMPTE DE BILAN

CA Bilan propre Annexe 4 (résultat non affecté) ACTIF

Dossier : CONSO - APAJH CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

Libellé	Montant brut 2023	Amort. et prov. 2023	Montant net 2023	Montant net 2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	6 351,48	6 351,48		
Autres immobilisations incorporelles	265 401,61	168 878,76	96 522,85	106 936,60
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	671 359,64		671 359,64	671 359,64
Constructions	11 075 903,37	6 911 654,33	4 164 249,04	4 433 781,77
Installations techniques, matériels et outillage	519 053,99	293 092,97	225 961,02	200 902,84
Autres immobilisations corporelles	3 154 321,66	2 631 165,85	523 155,81	565 473,91
Immobilisations corporelles en cours	2 132 311,19		2 132 311,19	126 820,08
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	40 434,51		40 434,51	434,51
Prêts	329 225,60		329 225,60	300 103,60
Autres immobilisations financières	30 073,58		30 073,58	31 716,78
TOTAL I	18 224 436,63	10 011 143,39	8 213 293,24	6 437 529,73
Comptes de liaison (1)				3 771 780,06
TOTAL II				3 771 780,06
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements	27 358,82		27 358,82	18 828,29
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	787,39		787,39	
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	198 796,91	2 890,10	195 906,81	344 759,07
Autres créances	399 892,28		399 892,28	144 778,64
Valeurs mobilières de placement	3 510 000,00		3 510 000,00	3 470 000,00
Disponibilités	5 929 755,15		5 929 755,15	7 386 833,23
Charges constatées d'avance	143 817,27		143 817,27	125 527,54
TOTAL III	10 210 407,82	2 890,10	10 207 517,72	11 490 726,77
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	28 434 844,45	10 014 033,49	18 420 810,96	21 700 036,56
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés. (2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an : (3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.				

CA Bilan propre Annexe 4 (résultat non affecté) PASSIF

Dossier : CONSO - APAJH CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

Libellé	Montant net 2023	Montant net 2022
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	923 582,75	926 663,04
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	3 514 068,74	3 514 068,74
Réserves de compensation	7 007 356,75	5 471 142,88
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	469 339,51	469 339,51
Autres réserves	77 595,32	77 595,32
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	79 801,01	37 133,90
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-420 710,62	97 543,61
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	710 186,62	1 057 546,46
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	801 651,67	847 360,69
Provisions réglementées :		
dont Couverture du besoin en fonds de roulement	459 868,42	454 772,75
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	109 316,69	109 316,69
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	350 551,73	345 456,06
Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	13 622 740,17	12 953 166,90
Comptes de liaison		3 771 780,06
TOTAL II		3 771 780,06
Provisions pour risques	30 446,85	32 456,13
Provisions pour charges		
Fonds dédiés	813 838,85	862 192,22
TOTAL III	844 285,70	894 648,35
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 336 236,12	2 518 016,32
Emprunts et dettes financières divers (3)		16 403,27
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	339 567,35	264 070,98
Dettes sociales et fiscales	1 073 603,45	1 211 471,48
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (5)	204 378,17	70 479,20
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	3 953 785,09	4 080 441,25
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	18 420 810,96	21 700 036,56
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an :		
Dont à moins d'un an :		
(5) Dont fonds des majeurs protégés :		

COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	9 642,55	8 492,85
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	979 839,71	961 434,74
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	255 207,13	244 016,22
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	12 811 383,03	12 627 169,01
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	12 803 188,74	12 610 729,81
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	25 557,80	185 263,04
Utilisations des fonds dédiés	100 930,25	345 548,02
Autres produits	27 981,17	570 749,71
TOTAL I	14 210 541,64	14 942 673,59

CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-2 273,31	-1 154,03
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	515 870,54	446 934,86
Variation de stock	-8 530,53	-806,46
Autres achats et charges externes	2 983 148,03	3 228 775,96
Aides financières	108,00	
Impôts, taxes et versements assimilés	828 221,99	704 222,67
Salaires et traitements	6 319 694,42	5 726 366,80
Charges sociales	2 237 487,62	2 366 448,87
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	829 287,80	811 844,28
Report en fonds dédiés	44 535,68	41 184,50
Autres Charges	1 591,43	606 904,01
TOTAL II	13 749 141,67	13 930 721,46

1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	461 399,97	1 011 952,13
---	-------------------	---------------------

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	225 036,52	37 321,67
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	225 036,52	37 321,67

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	62 917,23	63 946,91
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	62 917,23	63 946,91

2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	162 119,29	-26 625,24
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	623 519,26	985 326,89

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	740,87	635,68
Sur opérations en capital	101 518,97	94 725,99
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 252,40	1 288,60
TOTAL V	104 512,24	96 650,27
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 009,28	8 379,23
Sur opérations en capital	8 487,53	8 906,64
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	7 348,07	7 144,83
TOTAL VI	17 844,88	24 430,70
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	86 667,36	72 219,57
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0,00	0,00
Total des produits (I+III+V)	14 540 090,40	15 076 645,53
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	13 829 903,78	14 019 099,07
EXCEDENT OU DEFICIT	710 186,62	1 057 546,46
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	-5 353,78	
TOTAL	-5 353,78	0,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	5 353,78	
TOTAL	5 353,78	0,00

ANNEXES

TABLEAU DE PASSAGE VERS LE RESULTAT AU FORMAT PLAN COMPTABLE GENERAL

NUMERO LIGNE	INTITULE	IME	SESSAD	ITL	LOU JAS	ITEP	ASSOCIATION	SIEGE	TUTELLES	PREST. FAMILIALES	LES LAVANDES	CFA FA	COMBINAISON
A	Résultat norme M22	141 609,72	- 65 599,87	83 130,17	2 986,20	281 109,13	1 366,39	-	40 633,02	3 318,53	216 889,14	4 744,19	710 186,62
B	Retraitements des immobilisations financées par des crédits non reconductibles												
C	Retraitement de la provision sur réalisation d'actifs (Cpt 148600)	844,13	502,94	6 001,00	-	-	-	-	-	-	2 252,40	-	5 095,67
D	Retraitement de la variation de la provision sur congés payés												-
E	Retraitement de la variation de la provision sur départ à la retraite												-
F = A + B + C + D + E	Résultat norme PCG	142 453,85	- 65 096,93	89 131,17	2 986,20	281 109,13	1 366,39	-	40 633,02	3 318,53	214 636,74	4 744,19	715 282,29

Annexe comptable de l'association APAJH des Alpes de Haute Provence

Méthode d'intégration

Les états financiers de l'ensemble de ces structures ont été combinés au 31 décembre 2023.

Chacune de ces structures disposent d'une comptabilité spéciale séparée qui fait l'objet ensuite d'une sommation pour former le bilan et compte de résultat général de l'association.

I. Faits significatifs de l'exercice

Les faits marquants relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont les suivants :

- Le versement du Ségur pour les professionnels éducatifs sur douze mois en 2023 contre neuf mois en 2022.
- Une prime dite « PPV » (prime de partage de la valeur) a été versée en 05/2023 à l'ensemble des salariés de l'APAJH04 répondant aux critères d'attribution posés.
- Une inflation conséquente qui s'est particulièrement fait ressentir, en plus des salaires, dans l'achat des matières premières et l'énergie.
- Le début de la construction du projet de plateforme médico-sociale de Manosque (acquisition en VEFA) et la poursuite des travaux de rénovation sur le site de la Colline

II. Mouvements du personnel

- Au 31/12/2023 l'APAJH04 compte 243 salariés pour 205,46 ETP
- 227 CDI (+1,34% d'↑) représentant 187,85 ETP (+3,11% d'augmentation par rapport à 2022)
- 16 CDD (-20%/2022) représentant 12,79 ETP

14 salariés sont multipostes. Ils sont tous en CDI.

Départs	26	
Démission	18	Dont deux salariés multipostes (EEAP/SESSAD+SMJPM/DPF)
Licenciement	0	
Licenciement pour inaptitude	3	
Départ retraite	2	Dont 1 salarié multipostes (EEAP/SESSAD)
Rupture conventionnelle	2	
Fin de période d'essai	1	
Mouvements internes	4	
Embauches CDI	31	Dont 3 CDD pérennisés

	EMBAUCHES CDI	DÉPARTS						TOTAL
		Retraites	Démissions	Licenciements pour faute	Licenciements pour inaptitude	Ruptures conventionnelles	Fin de période d'essai	
DAME	6				1			1
DITEP	4		5				1	6
EEAP	4	1*	3*		1			5
SESSAD	2	1*	3*			1		5
PÔLE DYS	6		5		1	1		7
SMJPM	5	1	1*					2
DPF	1		1*					1
LOU JAS	2		2					2
SIEGE	0							0
TOTAL	30	2	18	0	3	2	1	26

* salarié multiposte

Baisse de
75%/2022

20%
d'augmentation/2
022

Baisse de
33,33% / 2022
(39 départs)

	Effectifs CDI	Arrivées	Départs	Taux de rotation
DAME	59	6	1	5,93%
DITEP	40	4	6	12,50%
EEAP	32	4	5	14,06%
SESSAD	16	2	5	21,88%
PÔLE DYS	47	6	7	13,83%
SMJPM	13	5	2	26,92%
DPF	3	1	1	33,33%
LOU JAS	20	2	2	10,00%
SIEGE	11	0	0	0,00%
TOTAL	227	30	26	12%

III. Règles et méthodes comptables

A) Cadre légal de référence

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis et présentés conformément aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 relatifs respectivement aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Principes comptables

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

B) Durée et période de l'exercice

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023.

C) Changements de méthodes

1) Année 2022

- Le renouvellement de l'autorisation des frais de siège a conduit à un redéploiement des effectifs sur les établissements et à une diminution des rémunérations versées sur le siège administratif en 2022.
- Les frais de siège ont diminué en 2022. Le taux appliqué pour équilibrer le siège en 2022 est de 4.91%. Le taux maximal autorisé dans le renouvellement de l'autorisation des frais de siège est de 5.18%.
- Le transfert des places SESSAD a conduit à une nouvelle répartition des effectifs et à des écritures inter-dossiers concernant les charges communes aux différents pôles.
- Un nouveau dossier comptable pour le CFA FA La Durance a été créé en 2022.

2) Année 2023

- Valorisation des contributions volontaires des membres bénévoles en compte de classe 8 (nombre d'heures réalisées X valeur du SMIC horaire chargé au 31/12/2023). Ces valorisations d'heures ne tiennent compte pour 2023 que des heures des réunions dans le cadre des instances associatives (commissions, bureaux, conseils d'administration, assemblée générale).
- Neutralisation des écritures qui s'annulent en réciprocité (comptes de liaisons, frais de siège, répartition des charges du SESSAD, mise à disposition de personnels...).

D) Evènements postérieurs à la clôture

E) Règles comptables et compléments d'information relatifs aux postes du bilan

1) **ACTIF IMMOBILISE :**

Les immobilisations sont généralement amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Durées d'amortissement :

Dénomination	Durée d'amortissement
Logiciels	de 3 à 5
Terrains	N/A
Constructions sur sol propre	de 15 à 30
Constructions acquises sur fonds dédiés	de 15 à 30
Aménagements construits sur sol d'autrui	de 15 à 30
Matériels et outillages	5
Agencements et installation	de 7 à 15
Matériels de transport	5
Matériels de bureau et informatique	de 4 à 5
Mobiliers	7
Mobiliers d'hébergement	7
Matériels sur taxe apprentissage	5
Immobilisations acquises sur fonds dédiés	de 5 à 10 ans

Variation des immobilisations :

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2022	Acquisitions 2023	Cessions 2023	Immobilisations au 31 décembre 2023
Immobilisations incorporelles	267 771,80	3 981,29		271 753,09
Frais d'établissement	6 351,48			6 351,48
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	31 420,32	3 981,29		35 401,61
Fonds commercial				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	230 000,00			230 000,00
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles	15 325 562,06	2 370 819,48	143 431,69	17 552 949,85
Terrains	671 359,64			671 359,64
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions	10 995 432,46	115 034,57	34 563,66	11 075 903,37
Installations, matériel et outillage techniques	465 267,70	71 930,29	18 144,00	519 053,99
Autres immobilisations corporelles	3 066 682,18	178 363,51	90 724,03	3 154 321,66
Immobilisations corporelles en cours	126 820,08	2 005 491,11		2 132 311,19
Immobilisations financières	332 254,89	74 399,08	6 920,28	399 733,69
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	434,51	40 000,00		40 434,51
Prêts	300 103,60	29 176,00	54,00	329 225,60
Autres immobilisations financières	31 716,78	5 223,08	6 866,28	30 073,58
TOTAL IMMOBILISATION	15 925 588,73	2 449 199,85	150 351,97	18 224 436,63

Les principales acquisitions de l'exercice concernent :

➤ Immobilisations incorporelles :

- Concessions et droits similaires, brevets, licences... : +4 K€ : achat de tests d'évaluation pour le DITEP « DYS » Les Lavandes.

➤ Immobilisations corporelles :

- Constructions : +115 K€ :
 - Reprise de la couverture de la villa médico-éducative pour le DAME la Durance (+3.7 K€) ;
 - Travaux de remplacement de chauffage et de climatisation et remplacement d'un chauffe-eau pour le DAME la Durance (+18.9 K€) ;
 - Aménagement d'une aire de jeux au Pôle EEAP Tony Lainé majoritairement financé par une subvention de la Caisse d'Epargne (+54.9 K€) ;
 - Aménagement de la verrière de l'EEAP Tony Lainé (+2.4 K€) ;
 - Remplacement d'une porte lourde sur le DITEP (+6.1 K€) ;
 - Rénovation de peinture et rénovation des sols sur le siège (+7.4 K€) ;
 - Changement d'une partie des fenêtres sur le siège (+10.6 K€) ;
 - Ajout de prises de courant sur le DITEP « DYS » Les Lavandes (+4.3 K€) ;
 - Travaux de sécurisation sur le service mandataire : fabrication d'un portillon, installation d'un interphone vidéo et d'une caméra extérieure pour interphone (+6.7 K€).
- Installations, matériel et outillages : +71.9 K€ :
 - Renouvellement de matériels de restauration : matériel de plonge pour l'EA LOU JAS (+21.1 K€) ;

- Renouvellement de matériels de restauration : sauteuse à gaz, armoire frigorifique, 12 thermoports chauffants, cuisinière à gaz...pour l'EA LOU JAS (+43.7 K€) ;
 - Acquisition de matériels de restauration : douchette à diffuseur antitartre pour le DITEP « DYS » Les Lavandes (+0.9 K€) ;
 - Acquisition d'une plateforme roulante pour le DITEP « DYS » Les Lavandes (+0.9 K€) ;
 - Acquisition de 5 groupes électrogènes (PME, DITEP, SESSAD, DITEP « DYS » Les Lavandes) (+4.7 K€) ;
 - Acquisition d'un photomètre pour mesurer le chlore et ph pour le Pôle EEAP Tony Lainé (+0.6 K€).
- **Autres immobilisations corporelles : +178.4 K€ :**
 - Renouvellement du parc automobile (+108.8 K€) ;
 - Renouvellement de matériels de bureau et informatiques (ordinateurs, firewalls, matériels de visio-conférence, standard téléphonique...) (+38.1 K€) ;
 - Renouvellement de matériels de soins et de mobiliers divers (+9.4 K€) ;
 - Acquisition d'un vélo adapté pour le Pôle EEAP Tony Lainé (+10.1 K€) ;
 - Acquisition d'une table de tennis de table pour le DAME la Durance (+1.7 K€) ;
 - Renouvellement de matériels sur le DAME la Durance grâce à la taxe d'apprentissage (+10.3 K€).
- **Immobilisations corporelles en cours : +2 005.5 K€ :**
 - Poursuite des travaux de la Colline en 2023 : +467.4 K€ ;
 - Démarrage des travaux de la construction de la plateforme médico-sociale de Manosque (45% du projet réalisé au 31/12/23 contre 35% dans notre PPI) ainsi que les frais de notaire : +1 538.1 K€. Les différents établissements du CPOM participent au projet. Le DITEP a été choisi comme l'établissement support d'un point de vue comptable. La répartition est la suivante : 540 K€ pour le DAME la Durance, 210 K€ pour le SESSAD, 310 K€ pour le Pôle EEAP Tony Lainé, 50 K€ pour le DITEP « DYS » Les Lavandes et 428.1 K€ pour le DITEP.
- **Immobilisations financières :**
- Titres immobilisés : +40 K€ correspondant à la souscription de 2 000 parts sociales auprès de la Caisse d'Epargne.
 - Prêts : +29.2 K€ correspondant à la cotisation effort construction versée sous forme de prêt.
 - Autres immobilisations financières : +5.2 K€ correspondant aux dépôts et cautions versées.

Les principales diminutions concernent :

- la cession de divers matériels de transport (75.7 K€) ;
- mises au rebut de matériels de restauration sur l'EA LOU JAS (34 K€) ;
- cession de matériel de restauration par le DITEP « DYS » Les Lavandes à l'EA LOU JAS (18.1 K€) ;
- diverses mises au rebut (matériels informatiques, mobiliers, matériels divers...) (9.7 K€) ;
- Reprise d'une remorque, acquise grâce à la taxe d'apprentissage, par un fournisseur suite à l'acquisition d'une autre remorque plus adaptée à nos besoins (5.9 K€) ;
- les remboursements de dépôts et cautions (6.9 K€).

Variation des amortissements :

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2022	Dotations 2023	Diminutions 2023	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	160 835,20	14 395,04		175 230,24
Frais d'établissement	6 351,48			6 351,48
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	27 983,72	2 895,04		30 878,76
Fonds commercial (établissements privés) - dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	126 500,00	11 500,00		138 000,00
Immobilisations incorporelles en cours				
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	9 327 223,82	646 135,81	137 446,48	9 835 913,15
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions sur sol propre	5 867 985,01	373 710,77	50 455,26	6 191 240,52
Constructions sur sol d'autrui	693 665,68	26 748,13		720 413,81
Installations, matériel et outillage techniques	264 364,86	30 359,31	1 631,20	293 092,97
Autres immobilisations corporelles	2 501 208,27	215 317,60	85 360,02	2 631 165,85
Immobilisations corporelles en cours				
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	9 488 059,02	660 530,85	137 446,48	10 011 143,39

2) FONDS PROPRES :

Fonds propres :

Capitaux propres	Montant net 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montant net 31/12/2023
FONDS PROPRES	11 553 489,85	2 354 623,45	1 126 182,60	12 781 930,70
Fonds associatifs sans droit de reprise	926 663,04		3 080,29	923 582,75
Ecart de réévaluation				
Réserves	9 532 146,45	1 601 769,72	65 555,85	11 068 360,32
Report à nouveau	37 133,90	42 667,11		79 801,01
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	1 057 546,46	710 186,62	1 057 546,46	710 186,62
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	1 399 677,05	147 416,44	706 284,02	840 809,47
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
Apports				
Legs et donations				
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs				
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	97 543,61	121 880,06	640 134,29	-420 710,62
Ecart de réévaluation				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	847 360,69	18 188,31	63 897,33	801 651,67
Provisions réglementées	454 772,75	7 348,07	2 252,40	459 868,42
TOTAL GENERAL	12 953 166,90	2 502 039,89	1 832 466,62	13 622 740,17

(1) Le montant net au 31/12/N ne prend pas en compte le résultat N-1

- Les augmentations ou diminutions de réserves sont consécutives aux affectations des résultats 2021 et 2022 sauf pour les services SMJPM et DPF affectés en 2022 et des résultats 2022 suivant l'arrêté de tarification.
- L'augmentation du report à nouveau correspond au résultat 2022 de l'EA LOU JAS et du CFA/FA la Durance.
- Les subventions d'investissements (compte 131) : 18.1 K€ reçues en 2023
L'EA LOU JAS a obtenu une avance sur la subvention FATEA en 2023 pour 10.8 K€ contre 5 K€ en 2022 ;
L'AGEFIPH a versé une subvention de 1.9 K€ pour l'EA LOU JAS afin de financer l'aménagement du poste de travail d'un travailleur handicapé.
Le DAME la Durance a obtenu 5.4 K€ de taxe d'apprentissage en 2023 contre 6 K€ en 2022 ;

Provisions réglementées :

Provisions réglementées	Provisions réglementées au 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Provisions réglementées au 31/12/2023
Provisions Réglementées				
141 - Destinées à la couverture du Besoin en Fonds de Roulement *	109 316,69			109 316,69
142 - Pour renouvellement des immobilisations *				
143 - Provisions réglementées relatives aux stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
144 - Relatives aux autres éléments de l'actif				
145 - Amortissements dérogatoires *				
146 - Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)				
147 - Plus-values réinvesties (établissements privés)				
148 - Autres provisions réglementées	345 456,06	7 348,07	2 252,40	350 551,73
14861 - dont réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé *	345 456,06	7 348,07	2 252,40	350 551,73
14862 - dont réserves des plus-values nettes d'actif circulant *				
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	454 772,75	7 348,07	2 252,40	459 868,42
* sont pris en compte les c/687 et 787 correspondants				

- Les augmentations ou diminutions des autres provisions réglementées correspondent à des reprises sur plus ou moins-values de cessions d'immobilisations réalisées en 2023.

Provisions pour risques et charges :

- La provision pour litige constatée en 2022 pour 24.7 K€ pour le SMJPM dans le cadre d'un litige prud'homal reste d'actualité puisque l'audience a été reportée au mois d'Avril 2024.
- La provision pour risque constatée en 2022 pour 2 K€ pour l'EA LOU JAS suite à la mise en liquidation judiciaire d'un fournisseur dont nous avons versé une caution a été extournée en 2023 et passée en perte exceptionnelle.

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montants au 31/12/2023
Provisions pour risques et charges				
151 - Provisions pour risques	32 456,13	0,00	2 009,28	30 446,85
15110000 Provision pour litiges	24 721,85	0,00	0,00	24 721,85
15180000 Autres prov.pour risques	7 734,28	0,00	2 009,28	5 725,00
TOTAL GENERAL	32 456,13		2 009,28	30 446,85

- Depuis 2019, les provisions partiellement constituées doivent être comptabilisées en fonds dédiés, respectant les règles comptables applicables au médico-social.

Fonds dédiés :

	Suivi des fonds dédiés	Fonds à attribuer au 01/01/2023	Nouvelles ressources affectées	Reprises des fonds attribués sur l'exercice	3Fonds restants à attribuer au 31/12/2023
19210000	Fonds dédiés à l'investissement (Covid)	5 626,31		1 967,11	3 659,20
19210001	Fonds dédiés invest.sur travaux Les Augiers	8 409,83		2 319,45	6 090,38
19210002	Fonds dédiés invest.travaux Champtercier	114 979,55		10 284,56	104 694,99
19400001	Fonds dédiés Hygiène & sécurité Covid	8 727,27		690,04	8 037,23
19400004	Fonds dédiés gratifications stagiaires	59 607,07		3 701,00	55 906,07
19400004	Fonds dédiés suivi gastrotomie	4 898,00		291,83	4 606,17
19400004	Fonds dédiés suivi trachéotomie	9 723,00			9 723,00
19400004	Fonds dédiés formation pers.trachéotomie	4 000,00			4 000,00
19400004	Fonds dédiés dépenses pers.non pérennes	7 204,44		7 204,44	0,00
19400004	Fonds dédiés formation personnels	8 831,85		5 755,72	3 076,13
19400004	Fonds dédiés Qualité de vie au travail	4 024,99		600,00	3 424,99
19400004	Fonds dédiés accompagnement Nino	11 939,89	25 064,50	28 232,40	8 771,99
19400004	Fonds dédiés référentiel évaluation démarche qualité	13 000,00		13 000,00	0,00
19400004	Fonds dédiés Tourisme & Handicap	5 371,50			5 371,50
19400004	Fonds dédiés Prévention		1 000,00	1 000,00	0,00
19400004	Fonds dédiés Compensation CTI SEGUR		18 471,18	18 471,18	0,00
19400007	Fonds dédiés prov.ind.départ retraite	510 436,00	28 260,20	20 219,00	518 477,20
19400009	Fonds dédiés bail emphytéotique	84 000,00		6 000,00	78 000,00
19400015	Fonds dédiés projet atelier contes	1 412,52		1 412,52	0,00
	TOTAL	862 192,22	72 795,88	121 149,25	813 838,85

Des fonds dédiés pour l'accompagnement d'un enfant du DITEP ont été attribués en 2023 pour 25 064.50€. Ces fonds viennent s'ajouter à un reliquat de fonds dédiés attribués pour le même motif en 2022 et utilisés en grande partie en 2023.

Des fonds dédiés ont été attribués en 2023 au DAME pour 1 000€ au titre de prévention. Ces fonds dédiés ont été utilisés intégralement en 2023 dans le cadre de « l'activité aviron » pour les jeunes du DAME.

Des fonds dédiés ont été attribués en 2023 au SESSAD pour 18 471.18€ au titre de compensation CTI Sécur. Ces fonds dédiés ont été utilisés intégralement en 2023.

Des fonds dédiés attribués pour des gratifications stagiaires ont été repris par l'ARS pour un montant de 3 701€.

Des fonds dédiés attribués en 2022 au SMJPM pour 13 000€ afin de réaliser l'évaluation de la démarche qualité ont été consommés en 2023.

La provision indemnités départ à la retraite est basée sur les personnels susceptibles de faire valoir leur droit dans les 5 ans à venir soit de 2024 à 2028. L'année 2023 comptabilise 2 départs à la retraite à l'initiative des salariés.

3) ACTIF CIRCULANT :

Stock :

Les stocks qui figurent au 31 décembre 2023 représentent le stock d'approvisionnement nécessaire au fonctionnement de l'EA LOU JAS, soit un montant total de 27.4 K€ en augmentation par rapport à 2022 (18.8K€).

Créances :

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Variation des créances :

En euros	Situation des créances au 31/12/2023			Situation au 31/12/2022
	Brut	Provisions	Net	
Adhérents, usagers et comptes rattachés	198 796,91	2 890,10	195 906,81	344 759,07
Autres créances	399 892,28		399 892,28	144 778,64
Charges constatées d'avance	143 817,27		143 817,27	125 527,54
TOTAL	742 506,46	2 890,10	739 616,36	615 065,25

- Les créances clients et créances usagers se répartissent comme suit :
 - EA LOU JAS : 151 K€
 - SMJPM : 11.6 K€ participation usagers frais de gestion
 - DAME la Durance : 20.7 K€ participation des Cretons
 - EEAP Tony Lainé : 1.4 K€ participation des Cretons
 - DITEP « DYS » Les Lavandes : 14.1 K€ location séjour été par l'UCPA.

Des provisions pour créances douteuses ont été constatées pour un montant de 2.9 K€ :

- EA LOU JAS : 0.3 K€
- SMJPM : 2.1 K€
- EEAP Tony Lainé : 0.5 K€.

- L'augmentation des autres créances (+255.1 K€) correspond pour l'essentiel :
 - Personnels produits à recevoir (indemnités journalières, remboursement formations professionnelles) : -5.8 K€ ;
 - TVA et taxe sur les salaires : -15.4 K€ ;
 - Etat produits à recevoir (complément dotation globale) : +249.6 K€ ;
 - Débiteurs/crédeurs divers (refacturation Accueil Pour Tous...) : -7.7 K€ en lien avec la diminution du temps de travail du coordinateur et la diminution de participation de la CAF de 60% à 50% ;
 - Divers produits à recevoir (location de la salle de formation, location d'établissements, du paiement d'une subvention par l'AGEFIPH, des intérêts de placement de trésorerie 2023, de la participation des Cretons, des aides aux postes...) : +34.4 K€.
- Les charges constatées d'avance correspondent, pour l'essentiel, à l'étalement sur la durée du bail emphytéotique du loyer relatif au bâtiment de Champtercier (78 K€ à fin 2023), à des maintenances informatiques et diverses (12 K€), à des abonnements (2.5 K€), à des loyers (7.7 K€), à l'assurance d'un véhicule (0.6 K€), à la location du logiciel Ageval (20.8 K€) ainsi qu'à la location du logiciel Ogyris (22.2 K€).

4) DETTES :

Variation des dettes :

En euros	Situation des dettes au 31/12/2023			Situation au 31/12/2022
	Brut	Provisions	Net	
Emprunt auprès des établissements de crédits (dont intérêts courrus non échus)	2 336 236,12	-	2 336 236,12	2 518 016,32
Découverts auprès des établissements de crédits		-	-	
Autres dettes financières			-	16 403,27
Fournisseurs et comptes rattachés	339 567,35		339 567,35	264 070,98
Fournisseurs d'immobilisations	-		-	-
Organismes sociaux et fiscaux	1 073 603,45		1 073 603,45	1 211 471,48
Autres dettes	204 378,17		204 378,17	70 479,20
Produits constatés d'avance			-	
TOTAL	3 953 785,09	-	3 953 785,09	4 080 441,25

- La diminution des dettes auprès des établissements de crédit correspond au remboursement sur capital des emprunts de l'année : -181.8 K€.
- Diminution des emprunts et dettes financières de -16.4 K€ correspondant au solde d'un emprunt sur l'EA LOU JAS en produit exceptionnel.
- Augmentation des dettes fournisseurs de +75.5 K€.
- Diminution des dettes auprès des organismes sociaux et fiscaux de -137.9 K€ :
 - Charges sociales et fiscales : -0.7 K€ ;
 - Provision pour congés payés chargée à payer : +10.8 K€ en lien avec l'augmentation de la masse salariale ;
 - Provisions charges de personnel à payer : -148 K€ : solde RFC (-7.4 K€), solde valeur de point (-123.8 K€), prime de caisse (-1.8 K€), prime précarité CDD (-9.8 K€) et solde heures annualisation 2023 (-5.2 K€).
- Augmentation des autres dettes de +133.9 K€ (débiteurs, créiteurs divers) qui s'explique essentiellement par la constatation d'une provision sur les amendements Creton 2023 pour 138 K€.

F) Règles comptables et compléments d'information relatifs aux comptes de résultat

1) Les charges d'exploitation : -182 K€

La variation des charges d'exploitations est liée à :

- **Achats de matières premières et autres approvisionnements : +68 K€ lié à :**
 - Augmentation des achats alimentations : +58 K€ qui s'explique essentiellement par l'augmentation des coûts d'achats stockés de matières à l'EA LOU JAS en lien avec l'inflation ;
 - Augmentation des fournitures hôtelières stockées : +9 K€ en lien avec l'augmentation des coûts d'achats des emballages.
- **Variation de stock : -8 K€**
- **Autres achats et charges externes : -245 K€**
Eléments les plus significatifs :
 - Diminution des dépenses d'eau : (-16 K€) suite à un problème de fuite en 2022 sur le DAME la Durance ;
 - Diminution des dépenses d'électricité et de chauffage : (-6 K€) ;

- Augmentation des dépenses de fournitures éducatives et de loisirs : (+18 K€) suite à la mise en place d'ateliers éducatifs au cours de l'année 2023 nécessitant l'achat de matériel (sportifs, arts plastiques, bricolage, jeux de société...) et l'achat de tests d'évaluation sur le DITEP DYS « Les Lavandes » qui étaient immobilisés les années précédentes ;
- Augmentation des dépenses de fournitures hôtelières : (+4 K€) ;
- Augmentation des dépenses de pharmacie : (+9 K€) suite à la prise en charge par l'EEAP Tony Lainé d'un traitement lié à des crises d'épilepsie à partir de 06/2023 très onéreux ;
- Diminution des autres achats : (-24 K€) essentiellement lié à des dépenses sur le DAME en 2022 (rénovation du lieu d'accueil de DFE, de la salle de restauration, restructuration des groupes, achats de fournitures pour l'installation d'un cabanon pour l'atelier « médiation animale »...) et à la diminution des achats relatifs au COVID en 2023 (désinfectant, tests, masques).
- Augmentation de la ligne locations immobilières : (+20 K€) suite à l'augmentation du loyer de Digne, d'une location supplémentaire sur Manosque pour le PCPE depuis 03/2022 ainsi que d'une location supplémentaire sur le DAME la Durance auprès de l'UNAPEI à l'hôtel Villiard depuis septembre 2023 et durant toute la durée des travaux de la Colline ;
- Diminution de la ligne location informatique : (-38 K€) en lien avec un avoir relatif à la comptabilisation du nombre de licences usagers en 2021 ;
- Augmentation de la ligne assurances : (+7 K€) ;
- Diminution des charges de personnels extérieurs à l'établissement : (-90 K€) notamment pour les personnels éducatifs : l'absentéisme a diminué en 2023 et le recours au groupement Médicoop pour le remplacement de personnel est limité aux CDD de courte durée ;
- Diminution des frais de personnels entre les établissements : (-139 K€). Il s'agit de la quote-part du personnel administratif affecté au DAME la Durance, depuis le renouvellement des frais de siège, et commun à l'ensemble des établissements de l'APAJH04 (compensé par une augmentation des remboursements de personnels sur le DAME). En 2023, suite à un changement de méthode, ces écritures ont été neutralisées car elles s'annulent en réciprocité ;
- Augmentation des autres charges de personnels extérieurs à l'établissement : (+27 K€) lié à la prestation de secrétariat LOU JAS en remplacement d'un salarié absent sur le DAME la Durance et l'augmentation des prestations de transports LOU JAS en 2023 pour assurer une partie des transports (DAME, ITL) ;
- Diminution des honoraires des prestataires extérieurs : (-40 K€) : ces prestations ont diminué en 2023 en partie en lien avec les situations accompagnées par le PCPE ;
- Diminution des prestations transport : (-15 K€) : les établissements ont recours à des sociétés de taxis, pour répondre à la fluidité des parcours répondant aux besoins des usagers. Cette diminution s'explique par une réorganisation des transports courants (matin/soir et pendant la journée) en interne et en regroupant certains transports notamment sur le DAME la Durance et la diminution des transports en 2023 sur le PCPE ;
- Augmentation des prestations d'alimentation à l'extérieur : (+21 K€) qui s'explique essentiellement par l'augmentation du nombre de journées réalisées (DITEP, ITL, DITEP Dys les Lavandes et accompagnements de proximité) ;
- Augmentation des autres prestations : (+16 K€) qui s'explique essentiellement par une forte augmentation des prestations de stages (hébergements +repas) sur le DAME notamment pour les Cretons dans une dynamique de sortie des amendements Creton.

○ **Impôts, Taxes et versements assimilés : +124 K€**

- Augmentation de la taxe sur les salaires : (+64 K€) lié à la hausse de la masse salariale brute ;
- Augmentation de la cotisation participation de l'employeur à la formation continue : (+10 K€) lié à la hausse de la masse salariale brute ;
- Augmentation de la taxe foncière : (+3 K€) suite à l'augmentation des taxes foncières ;
- Augmentation des autres impôts : (+47 K€) qui s'explique essentiellement par l'augmentation de l'impôt sur les produits financiers en lien avec l'augmentation des intérêts perçus sur les placements et les crédits de trésorerie.

○ **Salaires, traitements : +593 K€**

Eléments les plus significatifs :

- Augmentation des rémunérations de personnels : (+592 K€) liée à l'augmentation de la valeur du point au 1/01/2023 (avec un effet rétroactif au 1/07/2022 versé sur les payes de 01/2023) et au « Ségur » accordé sur certains personnels versé sur 12 mois en 2023 (contre 9 mois en 2022) ;
- Augmentation des indemnités journalières nettes de remboursements : (+5 K€) ;
- Diminution des rémunérations de personnels de remplacements : (-86 K€) qui s'explique par une diminution de l'absentéisme ;

- Diminution des indemnités de ruptures conventionnelles ou de licenciements : (-91 K€) qui s'explique par 2 ruptures conventionnelles et 3 licenciements en 2023 contre 6 ruptures conventionnelles et 6 licenciements en 2022 ;
 - Diminution des gratifications des stagiaires : (-3 K€) : il n'y a pas eu de stagiaires en 2023 ;
 - Diminution des indemnités de départ à la retraite : (-12 K€) : les indemnités de départ à la retraite ont été moins importantes en 2023 qu'en 2022 avec 2 départs à la retraite à l'initiative des salariés en 2023 contre 8 en 2022 ;
 - Augmentation des autres indemnités : (+31 K€) : une prime dite « PPV » (prime de partage de la valeur) a été versée à l'ensemble des salariés de l'APAJH04 répondant aux critères d'attribution posés ;
 - Diminution des remboursements de salaires sur formations : (+19 K€) : un seul salarié a été concerné en 2023 (jusqu'en 01/2023) alors que 2 salariés étaient concernés en 2022 ;
 - Augmentation des remboursements des aides aux postes sur rémunérations : (-7 K€) ;
 - Diminution des remboursements de personnels : (+145 K€) suite à la neutralisation des écritures qui s'annulent en réciprocité notamment la refacturation des personnels du siège par le DAME la Durance aux autres établissements et la refacturation du salaire du chargé de système d'information par le DITEP « Dys » les Lavandes à compter du 1/01/2022 depuis le renouvellement des frais de siège de 2021. Le DAME la Durance a refacturé également une partie du salaire d'un éducateur au CFA/FA en 2022.
- **Charges sociales : -129 K€**
- Augmentation des charges sociales suite à l'augmentation de la masse salariale en 2023 (+158 K€) ;
 - Augmentation des autres charges de personnels : (+54 K€) : les formations hors plan de formation ont été plus importantes en 2023 qu'en 2022. Le plafond du budget de formation de l'OCPO a été atteint ;
 - Diminution de la provision sur congés payés chargée : (-63 K€) ;
 - Diminution des provisions sur charges de personnels : (-278 K€) qui s'explique par les régularisations de solde d'annualisation 2023 et la régularisation de la valeur du point (déduction faite de la provision constatée en 2022), le solde RFC, la provision précarité pour les salariés en CDD et un rattrapage de prime de caisse).
- **Dotations aux amortissements et aux dépréciations : +17 K€**
- Diminution des dotations aux amortissements : -39 K€ : Plusieurs constructions/agencements ont été partiellement amortis ;
 - Augmentation des dotations sur dépréciations des créances : +138 K€ qui s'explique essentiellement par la constatation d'une provision sur les amendements Creton 2023 sur le DAME la Durance ;
 - Dotations aux provisions des charges d'exploitation : -27 K€ : pas de provision en 2023 alors qu'une provision a été constatée en 2022 pour un litige avec un salarié sur le service SMJPM et un litige avec un fournisseur sur LOU JAS ;
 - Diminution des dotations aux provisions indemnités départ à la retraite : -55 K€ départs prévisionnels 2024 à 2028 : changement de méthode de comptabilisation de la provision pour indemnités départ à la retraite en 2020. La provision constituée sur l'exercice antérieur est complétée ou diminuée (reprise) en fonction de la provision nouvellement calculée au 31/12/N.
- **Report en fonds dédiés : +3 K€**
- Provision sur engagements à réaliser : +3 K€ dont :
- 3 K€ CNR gratifications stagiaires sur le DITEP ;
 - 25 K€ CNR pour l'accompagnement d'une situation complexe sur le DITEP ;
 - 13 K€ CNR démarche qualité du service SMJPM ;
 - +18 K€ CNR relatif à la compensation du Ségur sur le SESSAD ;
 - +1 K€ CNR correspondant à un appui exceptionnel de prévention sur le DAME la Durance ;
 - +25 K€ CNR pour l'accompagnement d'une situation complexe sur le DITEP.
- **Autres Charges : -605 K€**
- Diminution des frais de siège : -512 K€ : les frais de siège ont été extournés en 2023 suite à la neutralisation des écritures qui s'annulent en réciprocité. Le taux appliqué pour équilibrer le siège en 2023 est de 3.42%. Le taux maximal autorisé dans le renouvellement de l'autorisation des frais de siège est de 5.18% ;
 - Diminution de la quote-part des charges du SESSAD : -94 K€ : il s'agit de la refacturation des charges communes au SESSAD qui ont été ventilées sur les différents pôles suite au transfert

de places du SESSAD au 1/01/2022. Ces frais ont été extournés en 2023 suite à la neutralisation des écritures qui s'annulent en réciprocité.

2) Les Charges financières : -1 K€

Les charges financières diminuent de 1 K€, elles correspondent aux intérêts versés sur les emprunts. Plusieurs emprunts sont indexés sur le taux du livret A ce qui a entraîné une augmentation des intérêts sur ces emprunts.

3) Les Charges exceptionnelles : -6 K€

La variation des charges exceptionnelles est liée à :

- Valeur nette comptable des actifs cédés : -3 K€ en lien avec la reprise d'une remorque sur le DAME la Durance et la cession de matériel de restauration par le DITEP « DYS » les Lavandes à l'EA LOU JAS en 2023 contre la mise au rebut d'un véhicule accidenté et racheté par la MAIF en 2022 ;
- Autres charges exceptionnelles : -3 K€.

4) Les produits d'exploitation :

La variation des produits d'exploitation est de -732 K€

Les produits d'exploitation d'un montant de 14 211 K€ se décomposent :

- de l'activité de restauration de l'E.A LOU JAS pour 979 K€ soit +18 K€ par rapport à 2022 :
Activité restauration : +18 K€ on constate une diminution du nombre de repas vendus (-5866 repas) et à une augmentation du prix de vente moyen (+5.31%). L'activité du portage est en augmentation, de même que l'activité traiteur dont les prix de vente sont plus élevés que ceux des cantines, crèches et centre de loisirs.
- avantages en nature repas pour l'E.A LOU JAS pour 5.5 K€ soit -0.5 K€ par rapport à 2022 ;
- livraison de repas pour 13 K€ comme en 2022 pour l'EA Lou Jas ;
- location de matériel pour 4.5 K€ soit +0.5 K€ par rapport à 2022 ;
- refacturation personnel mis à disposition pour 71 K€ soit +23 K€ par rapport à 2022 correspondant à l'attribution de marchés sur l'EA Lou Jas : prestations transport (ITL, DAME la DURANCE), prestation de service des repas auprès des enfants (Château-Arnoux) ;
- refacturation carburant pour 60 K€ soit -3 K€ par rapport à 2022 ;
- des produits de participation des usagers à hauteur de 101 K€ soit -9 K€ par rapport à 2022. En 2023, nous avons pu facturer à 153 majeurs des frais de gestion contre 170 majeurs en 2022. La participation moyenne des majeurs en 2023 a été de 659.26€ contre 650.39€ en 2022.
- des produits de la tarification et participation des usagers à hauteur de 12 803 K€ soit +192 K€ par rapport à 2022 : crédits évolution (+51 K€), CNR Gratifications stagiaires 2022 (-3 K€), CNR appui exceptionnel ESMS 2022 (-166 K€), reprise sur dépenses rejetées 2022 (+50 K€), renforcement du financement du service Communauté 360 (+27 K€), renforcement du financement EMAS (+33 K€), financement du complément de salaire dans le cadre du Ségur et autres mesures (augmentation de la valeur du point, attractivité des métiers, revalorisation des médecins, inflation) (+367 K€), abattement sur mise en réserve temporaire (-16 K€), réfaction sur amendements Creton (-197 K€), CNR prévention (+1 K€), CNR compensation CTI Ségur (+18 K€), CNR situations critiques ou complexes (+25 K€), dotations accordées au SMJPM (+42 K€), dotations accordées au service DPF (+8 K€), refacturation des prix de journée à la charge du département (-47.5 K€), refacturation des Cretons à la charge des familles (-0.5 K€) ;
- subventions 8 K€, soit -8 K€ par rapport à 2022 : subvention versée pour le CFA/FA la Durance (-3 K€), subvention Adrienne et Pierre SOMMER versée au DAME la Durance en 2022 pour l'atelier « médiation animale » (-3 K€), subvention FATEA (Fonds d'Accompagnement à la Transformation des Entreprises Adaptée) versée à l'E.A LOU JAS en 2022 (-2.5 K€), subvention des communes auprès de l'association APAJH04 (+0.5 K€) ;
- reprise sur provision pour 2 K€ soit -57 K€ : reprise sur provision pour indemnité de rupture conventionnelle de 2 salariés en 2022 suite à des provisions constatées au 31/12/2021 sur le

SESSAD et le siège (-42 K€) ainsi que la reprise sur provision pour le tuilage sur le poste de RAF en 2022 (-17 K€). En 2023, une reprise de provision a été constatée sur l'EA LOU JAS concernant la caution d'un fournisseur en liquidation judiciaire (+2 K€) et mis en perte ;

- reprise sur provisions indemnités départ retraite pour 20 K€ soit -12 K€. En 2020, les provisions sur les indemnités départ à la retraite ont fait l'objet d'un changement de méthode de comptabilisation. La provision constituée sur l'exercice est complétée (dotation) ou diminuée (reprise) en fonction de la provision nouvellement calculée au 31/12/N ;
- reprise sur dépréciation des créances pour 2 K€ soit +2 K€ : il s'agit des reprises sur provision pour créances irrécouvrables sur l'EA LOU JAS (+1 K€) et sur le SMJPM (+1 K€) ;
- transfert de charges pour 2 K€ soit -93 K€ : il s'agit d'un remboursement de l'assurance sur l'EA LOU JAS (+2 K€) ainsi que de la refacturation des charges communes au SESSAD qui ont été ventilées sur les différents pôles suite au transfert des places SESSAD. Sur le bilan combiné, ces remboursements ont été extournés en 2023 suite à la neutralisation des écritures qui s'annulent en réciprocity ;
- autres produits (frais de siège, location établissement et véhicules, séjours été...) pour 38 K€ soit -541 K€ par rapport à 2022. Il n'y a pas eu de séjour d'été sur le DAME la Durance et sur l'EEAP Tony Lainé en 2023 (-32 K€) ;
En 2023, sur le bilan combiné, la quote-part des frais de siège refacturée aux établissements a été extournée suite à la neutralisation des écritures qui s'annulent en réciprocity (-512 K€). Le renouvellement de l'autorisation des frais de siège prévoit un taux maximal de 5.18% des charges des établissements. Afin d'équilibrer les comptes 2023 du siège, le taux retenu est de 3.42% ;
- reprise de la part d'amortissement des acquisitions sur fonds dédiés : 15 K€ (travaux, matériels informatiques...) soit -11 K€ ;
- reprise sur CNR PCPE : 0 K€ soit -197 K€ ;
- reprise sur CNR communauté 360 : 0 K€ soit -18 K€ ;
- reprise sur CNR extension 10 places : 0 K€ soit -39 K€ ;
- reprise sur CNR achats COVID : 1 K€ soit -2 K€ ;
- reprise sur CNR dépenses personnels non pérennes : 7 K€ soit +7 K€ ;
- reprise sur CNR formation personnels : 6 K€ soit +6 K€ ;
- reprise sur CNR au titre de compensation CTI Ségur : 18 K€ soit +18 K€ ;
- reprise sur CNR situation complexe : 28 K€ soit +15 K€ ;
- reprise sur CNR référentiel évaluation démarche qualité : 13 K€ soit +13 K€ ;
- reprise sur CNR divers autres : 9 K€ (gratifications stagiaires, prévention, QVT, bail emphytéotique, accompagnement spécifique, atelier conte) soit -5 K€ ;
- Réfaction CNR non consommées : 4 K€ soit -32.5 K€.

5) Les produits financiers : 225 K€ (soit +188 K€)

Les produits financiers relèvent principalement des intérêts courus sur des dépôts et comptes à termes

6) Produits exceptionnels :

La variation des produits exceptionnels est de +8 K€

Les produits exceptionnels d'un montant de 105 K€ se décomposent :

- autres produits exceptionnels sur opérations pour 1 K€ soit +0 K€ ;
- produits de cession d'éléments d'actifs : 12 K€ soit -2 K€ ;
- reprise de la part d'amortissement des acquisitions sur fonds dédiés : 64 K€ (véhicules, construction, travaux, mobilier, matériels informatiques...) soit +1 K€ ;
- autres produits exceptionnels pour 26 K€ soit +8 K€ : En 2023, un compte d'emprunt de 2008 sur l'EA LOU JAS a été soldé (+16 K€) ainsi que des soldes de comptes clients de 2021 (+3 K€) alors que des comptes fournisseurs avaient été soldés en 2022 suite à des régularisations de comptes sur des retenues de garantie des entreprises ayant réalisé les travaux d'aménagements d'Orpierre en 2014-2015 (-11 K€) ;
- reprise sur les réserves règlementées du montant de la moins-value de l'exercice : 2 K€ en 2023 soit +1 K€.

IV. Autres informations

En application des dispositions de l'art. 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, la rémunération des six cadres dirigeants (dont 1 départ à la retraite en 01/2023) a représenté pour l'exercice, un montant de **385 103.16€ brut**, avantages en nature inclus.

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de cette fonction.

V. Engagement hors bilan

Plus-value sur le contrat de capitalisation :

	Au 31/12/2023
Valeur de rachat	1 081 199.00€
Cumul des versements depuis l'origine	1 010 000.00€

VI. Situation de l'actif réalisable et disponible et du passif exigible

Cette situation correspond aux créances en valeur nette et aux dettes ainsi qu'aux disponibilités.
Ces chiffres sont extraits de la comptabilité générale.

	Montant au 31/12/2023	Montant au 31/12/2022
Actif réalisable et disponible		
Avances et acomptes versés sur commande		
Autres créances	595 799,09	489 537,71
Sous total	595 799,09	489 537,71
Disponibilités et valeurs mobilières de placements	9 439 755,15	10 856 833,23
Sous-total	9 439 755,15	10 856 833,23
TOTAL Actif	10 035 554,24	11 346 370,94
Passif exigible		
Dettes auprès des établissements de crédit (hors intérêts courus)	2 326 694,77	2 504 415,40
Solde créditeur de banques		
Dettes financières diverses	9 541,35	23 504,19
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	339 567,35	264 070,98
Dettes fiscales et sociales	1 073 603,45	1 211 471,48
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	204 378,17	70 479,20
Portefeuille legs en cours de réalisation		
TOTAL Passif	3 953 785,09	4 073 941,25